

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**Conseil des Droits de l'Homme**

**Examen périodique universel**

**Rapport National de l'Algérie**

**24 février 2008**

## Table des matières

Introduction

### **I Cadre d'exercice et mécanismes de protection des droits de l'homme**

- A Structure politique
- B Mécanismes de protection des droits de l'homme

1 : Mécanismes politiques

2 : Mécanismes judiciaires

3 : Mécanismes institutionnels

4 : La presse

5 : Mécanismes associatifs et syndicaux

### **II Mise en œuvre des droits universellement reconnus**

2.1 : Principe de non discrimination et d'égalité devant la loi

2.2 : Principe d'accès à la justice

2.3 : Droit à un procès équitable

2.4 : Prohibition des atteintes à l'intégrité physique et de la détention arbitraire

2.5 : L'humanisation des conditions carcérales

2.6 : Peine de mort

2.7 : l'affirmation des droits identitaires

2.8 : Droit à l'éducation

2.9 : Droit à la santé

2.10 : Droit au travail, à la négociation collective, à la liberté syndicale et à la protection sociale

2.11 : Droits de la femme, de l'enfant et protection de la famille

2.12 : Droit à la solidarité

### **III Contraintes et défis**

3.1 : Le terrorisme : un obstacle majeur à la mise en œuvre des droits de l'homme

3.2 : les Contraintes en matière d'éducation, de santé et d'emploi

3.3 : la faiblesse du plaidoyer pour les droits de l'homme

## **IV Perspectives**

4.1 : le parachèvement du processus de la paix et de la réconciliation nationale

4.2 : la poursuite de la réforme législative

4.3 : le renforcement des capacités en matière d'administration de la justice

4.4 : l'institutionnalisation de l'approche genre et la lutte contre les violences faites aux femmes

4.5 : la lutte contre le chômage et l'encouragement à la création d'emploi

4.6 : l'amélioration du niveau de vie et le bien être social des citoyens

## **Conclusions**

## Préface

Le présent rapport est établi en application de la résolution 60 / 251 en date du 15 mars 2006 de l'Assemblée Générale des Nations et de la résolution 5/1 du 18 Juin 2007 du Conseil des droits de l'homme.

Sa rédaction qui s'est faite conformément aux directives contenues dans la résolution du 27 Septembre 2007 sur la mise en œuvre du mécanisme de revue périodique universel, a réuni les départements ministériels et les instances consultatives, ainsi que la Commission Nationale Consultative de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme (CNCPPDH) qui a été associée à son élaboration, depuis le lancement du processus. La société civile active et présente au quotidien sur le terrain, a été consultée et ses opinions reflétées sur nombre de sujets évoqués dans le présent rapport.

En s'acquittant de cette obligation devant le Conseil des droits de l'homme, l'Algérie entend souligner qu'elle s'engage, comme elle l'a fait par le passé, à coopérer de bonne foi et sans à priori avec ce nouveau mécanisme qui est un instrument additionnel qui conforte, dans un esprit de dialogue et de coopération, la question des droits de l'homme.

Ce rapport tente de donner une image, la plus fidèle possible, des réalisations en matière de droits de l'homme qu'ils soient civils et politiques, économiques, sociaux ou culturels mais aussi de la **solidarité** qui se manifeste au sein de la société<sup>1</sup>. Il restitue le contexte historique, sociologique et environnemental dans lequel s'exercent les libertés et met en relief les difficultés ainsi que les contraintes à leur pleine effectivité. Il fait référence, enfin, aux actions futures que l'Etat se propose de promouvoir et de mettre en oeuvre pour donner aux libertés la plénitude de leur expression.

Il démontre que malgré un contexte de crise qui a duré plus d'une décennie où la difficulté d'allier liberté et sécurité était omniprésente, l'Etat républicain a continué à fonctionner normalement. Ni la sauvagerie du terrorisme ni la barbarie de ses crimes contre la nation algérienne n'ont altéré la détermination de l'Etat à poursuivre l'œuvre d'émancipation de la société algérienne qui s'est mobilisée contre les ennemis de la liberté grâce à un engagement patriotique et un civisme républicain sans faille.

L'Etat algérien a contenu et fait échec au terrorisme qui cherchait à faire implorer la nation en instrumentalisant la religion à des fins politiques. Il n'a, ce faisant, ni suspendu la Constitution, ni renoncé à l'idéal humaniste. La justesse de son combat, solitaire parce que incompris durant une décennie, n'a été reconnu que bien tardivement par la communauté internationale qui a découvert, avec les événements du 11 Septembre 2001 et ceux, similaires, qui ont touché toutes les régions du monde, toute l'ampleur et l'horreur du terrorisme.

La société algérienne a, à son corps défendant, eu à payer un lourd tribut de souffrances, de douleurs et de traumatismes à cet innommable fléau. Pour dépasser de manière durable cette crise et de répondre aux légitimes aspirations citoyennes **de vivre dans la paix civile et de construire, dans un contexte de réconciliation, l'Algérie du futur**, une double initiative politique soumise à référendum a été largement plébiscitée par le peuple algérien.

La Concorde civile en 1999, la paix et la Réconciliation nationale en 2005, sont les réponses démocratiques que le peuple algérien a souverainement choisies comme instruments de préservation de l'unité de la nation algérienne, de la pérennité des institutions républicaines qu'elle s'est données et de la sécurité de son avenir contre tous les aventurismes. Ce choix

---

<sup>1</sup> Annexes consulter sur site : [www.mission-algerie.ch](http://www.mission-algerie.ch)

citoyen ne sacrifie ni la mémoire ni ne consacre l'impunité. Bien au contraire, il est la voie de la sagesse que la société martyrisée a décidé d'emprunter pour cultiver le pardon. Il est le choix de la raison face à tous ceux qui, au nom d'une idéologie haineuse et d'un discours vindicatif, ont attenté à ce qu'il y a de plus précieux chez l'homme : la vie.

### **Introduction :**

Depuis le recouvrement de son indépendance en 1962, l'Algérie s'est attelée à la mise en place d'un État fondé sur la justice sociale, la participation citoyenne, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Compte tenu de son parcours historique et de sa contribution toute particulière à l'accélération du processus de décolonisation, l'Algérie a, au lendemain de son indépendance, fait siens les principes universels de promotion et de protection de droits de l'homme énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Les différentes Constitutions promulguées ont, depuis lors, fait de l'homme l'acteur de la transformation sociale et le bénéficiaire des droits de l'homme, de tous les droits de l'homme.

Mais c'est à la faveur de l'instauration du multipartisme, en 1989, que l'Algérie a fait un saut qualitatif en matière de gouvernance. Elle a complété cette orientation, devenue désormais irréversible, en adhérant aux instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. Aujourd'hui, l'Algérie est depuis partie :

- au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,
- au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,
- au Protocole facultatif n° 1 du Pacte international aux droits civils et politiques,
- à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale,
- à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,
- à la Convention relative aux droits de l'enfant,
- au Protocole facultatif concernant la vente d'enfant, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,
- au Protocole facultatif concernant l'implication des enfants dans les conflits armés,
- à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants,
- à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles.

L'Algérie a fait la déclaration de compétence autorisant le Comité contre la discrimination raciale (prévu à l'article 14 de la Convention), le Comité des droits de l'homme (article 41 du Pacte sur les droits civils et politiques) et le Comité contre la torture, (prévu à l'article 22 de la convention) à recevoir, examiner et statuer sur les communications de particuliers qui estiment que l'Etat partie n'observe pas les dispositions énoncées dans ces trois traités universels.

L'Algérie est également partie aux instruments régionaux des droits de l'homme à savoir :

- la Charte africaine des droits de l'homme et des Peuples,

- le Protocole relatif au bien être de l'enfant,
- la Cour Africaine des droits de l'homme et des Peuples et
- la Charte arabe des droits de l'homme.

## **I. Cadre d'exercice et mécanismes de protection des libertés individuelles et collectives**

À l'indépendance, l'Algérie s'est trouvée confrontée à des défis multidimensionnels qu'il fallait relever dans l'urgence. La mobilisation dont a fait preuve le peuple algérien et son jeune Etat pour redresser la situation a été exemplaire puisqu'il fallait non seulement jeter les fondements d'un nouvel Etat, mais aussi restaurer le tissu social endommagé par une guerre à la fois dévastatrice et meurtrière et enfin assurer en priorité une scolarisation obligatoire pour tous, un accès gratuit aux soins de santé et une politique de plein emploi.

Cette politique a été poursuivie durant presque trois décennies avec un impact positif évident sur la situation sociale des citoyens algériens. À partir de 1988, l'exigence pour l'Algérie d'une consolidation de l'État de droit et d'une transition à deux dimensions (démocratisation politique et libéralisation économique) s'est imposée et comme partout ailleurs, cette évolution s'est déroulée non sans difficultés. Les réformes politiques engagées par les pouvoirs publics depuis cette date ont abouti à la mise en place d'institutions qui consacrent aussi bien les libertés, et en codifiant aussi bien l'exercice que la séparation des pouvoirs.

Aujourd'hui, la démocratisation de l'activité publique en Algérie se fonde sur trois textes fondamentaux :

- **la loi sur les partis politiques**, adoptée en 1989 amendée par l'ordonnance 97 – 07 du 6 Mars 1997, qui a permis une nouvelle recomposition du paysage politique et qui fait, qu'il existe aujourd'hui, 28 partis;
- **la loi sur les associations**, promulguée en 1987 et amendée par la loi 90 – 31 du 4 Décembre 1990, qui soumet la création à une simple déclaration des fondateurs. Aujourd'hui, 80.706 associations sont actives en Algérie et couvrent nombre de domaine d'activités;
- **la loi 90 – 07 du 03 Avril 1990 relative à l'information**, qui a ouvert la voie à la naissance d'une presse indépendante ou partisane à côté de la presse de service public.

Aux termes de la Constitution, le Président de la République exerce la magistrature suprême et désigne le chef du gouvernement. Ce dernier élabore le programme de son gouvernement et le soumet à l'approbation de l'Assemblée populaire nationale.

Le **pouvoir législatif** est exercé par le Parlement, composé de deux chambres: l'Assemblée Populaire Nationale (APN) qui compte 389 membres élus au suffrage universel et le Conseil de la Nation (Sénat) de 144 membres dont les deux tiers (2/3) sont élus au suffrage indirect, le tiers étant, désigné par le Président de la République.

Le Parlement contrôle l'action du gouvernement et vote la loi.

**L'indépendance du pouvoir judiciaire** est quant à elle consacrée par l'article 138 de la Constitution.

## **II.) mécanismes de protection des droits de l'homme**

### **2.1) Mécanismes politiques**

Ils s'articulent autour du Parlement qui, est le lieu de l'expression institutionnelle de la dimension démocratique de l'État algérien et du pluralisme qui caractérise la vie politique algérienne. Plus spécifiquement, les questions de droits de l'homme sont prises en charge au niveau des commissions permanentes instituées à cet effet par les deux chambres.

Les partis politiques, pour leur part, sont considérés par la loi comme un élément qui s'intègre dans les mécanismes de promotion des droits de l'homme. L'article 3 de la loi 89 – 11 du 5 juillet 1989 relative aux associations à caractère politique dispose que dans toutes ses activités, le parti politique est tenu de se conformer aux principes et objectifs tendant au respect des libertés individuelles et collectives, au respect des droits de l'homme, à l'attachement à la démocratie, à l'adhésion au pluralisme politique et au respect du caractère démocratique et républicain de l'État.

## **2.2) Mécanismes judiciaires**

L'État algérien a mis en place des mécanismes judiciaires pour garantir, d'une part, les droits du citoyen et, d'autre part, assurer à la justice une autonomie de décision. À cette fin, l'organisation judiciaire en Algérie s'articule autour de trois paliers : les tribunaux de première instance, les cours d'appel et la Cour suprême. Il existe par ailleurs un Conseil d'État, qui est l'organe régulateur de l'activité des juridictions administratives ainsi qu'un tribunal des conflits chargé du règlement des conflits de compétence entre la Cour suprême et le Conseil d'État.

## **2.3) Mécanismes institutionnels**

Le Président de la République a procédé, le 9 octobre 2001, à l'installation de la Commission Nationale Consultative de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme (CNCPPDH). Composée de 44 membres dont 16 femmes, elle est fondée sur le principe du pluralisme sociologique et institutionnel.

Organe à caractère consultatif de surveillance, d'alerte précoce et d'évaluation en matière de respect des droits de l'homme, la Commission est une institution indépendante, chargée d'examiner les situations d'atteinte aux droits de l'homme constatées ou portées à sa connaissance, d'entreprendre toute action appropriée en la matière et de mener toute action de sensibilisation, d'information et de communication sociale pour la promotion des droits de l'homme, et de formuler des avis sur la législation nationale en vue de son amélioration. La Commission établit un rapport annuel sur l'état des droits de l'homme qu'elle présente au Président de la République.

## **2.4) La presse**

Les libertés d'opinion et d'expression sont un mécanisme essentiel de surveillance et de protection des droits de l'homme et agissent comme un contre pouvoir. La loi 90 - 07 relative à l'information en garantit l'exercice.

Il existe actuellement cinquante deux (52) titres de quotidiens dont seuls six (6) relèvent du secteur public avec un tirage moyen de l'ordre de 1,7 million d'exemplaires par jour. S'agissant des hebdomadaires, on recense, quatre vingt dix huit (98) titres pour une moyenne générale de tirage de plus de 2,3 millions et quarante trois (43) autres périodiques, bimensuels ou mensuels, pour un tirage de 275 000 exemplaires.

## **2.5) Mécanismes associatifs et syndicaux**

La Constitution algérienne a réservé à la liberté d'association pour la défense des droits de l'homme une place importante. Son article 32 garantit la défense individuelle ou collective de ces droits et l'article 41 en détermine le champ d'application: liberté d'expression, d'association, de réunion. La

liberté d'association s'étend à la protection de certains droits catégoriels comme les droits des femmes, des enfants, des malades, des handicapés, des consommateurs et des usagers de services publics.

Enfin, les modalités d'exercice du droit syndical sont organisées par la loi 90 – 14 du 02 Juin 1990. On compte pour la défense des droits catégoriels ou corporatistes cinquante sept (57) organisations qui déclarent couvrir plus de 2,5 millions de travailleurs salariés, et vingt trois (23) organisations patronales dont trois (3) confédérations.

## **II - Mise en œuvre des droits universellement reconnus :**

### **1. Principe de non discrimination et d'égalité devant la loi :**

Toute discrimination, pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion, ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale, est prohibée par la Constitution algérienne. Cette interdiction, consacrée par la loi, s'inspire des dispositions pertinentes des instruments juridiques internationaux ratifiés par l'Algérie et est sanctionnée en cas d'inobservation.

La non discrimination est un principe constitutionnel. Tout texte de loi comportant une disposition discriminatoire encourt la censure du Conseil constitutionnel. La non discrimination concerne l'égalité des citoyens devant la loi (article 29 de la Constitution); principe qui est pris en charge par les codes fondamentaux et les différentes lois organiques et ordinaires, la liberté de conscience, la liberté d'opinion et d'expression, la liberté d'association et de réunion, l'accès aux fonctions politiques et aux mandats électifs, aux fonctions administratives et judiciaires, l'accès aux prestations de sécurité sociale, de retraite ainsi que la direction ou la gestion d'entreprises du secteur économique public qui ne retiennent que les règles de qualification et de mérite.

Il convient de souligner que les étrangers en situation régulière en Algérie, bénéficient, lorsqu'ils sont légalement établis sur le territoire national, de la protection de la loi et ne peuvent faire l'objet d'aucune discrimination.

### **2. Principe d'accès à la justice**

L'accès au droit et à la justice est assuré par :

- une organisation judiciaire caractérisée par la dualité de juridictions ; un ordre judiciaire englobant des Tribunaux (193), des Cours (36), une Cour suprême, et un ordre administratif englobant des Tribunaux administratifs et un Conseil d'Etat. Un Tribunal des conflits a été mis en place pour prendre en charge les conflits de compétence entre les juridictions des deux ordres.

- un découpage judiciaire adapté prenant en compte la concrétisation du principe du rapprochement de la justice du justiciable à travers la mise en place de tribunaux et de sections,

- un système d'assistance judiciaire rénové permettant à tous les citoyens d'accéder à la justice quel que soit leur position sociale. L'accès à l'assistance judiciaire est de plein droit pour les mineurs, les parties demanderessees en matière de pension alimentaire, à la mère en matière de garde d'enfant et aux travailleurs en matière d'accidents de travail ou de maladies professionnelles.

En outre, le concours gratuit d'un avocat est accordé à tous les mineurs devant le juge des mineurs, à l'inculpé qui le demande devant le juge d'instruction ou le tribunal statuant en matière délictuelle, au demandeur au pourvoi qui le sollicite devant la chambre criminelle de la Cour suprême lorsque la condamnation prononcée est supérieure à cinq ans de réclusion, au prévenu atteint d'une infirmité de nature à compromettre sa défense, à l'accusé qui le demande devant le tribunal criminel.

### **3. Droit à un procès équitable**

Le procès équitable en Algérie obéit aux standards contenus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Dans ce cadre, il y a lieu de citer les principes constitutionnels suivants :

- l'égalité devant la loi sans aucune discrimination;
- la présomption d'innocence de toute personne jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par une juridiction régulière et avec toutes les garanties exigées par la loi;
- la légalité des délits et des peines; la loi ne pouvant avoir d'effet rétroactif, sauf si elle est favorable à la personne poursuivie;
- la légalité de la poursuite, de l'arrestation et de la détention;
- les décisions de justice sont motivées et prononcées en audience publique;
- la protection de la société et des libertés et la sauvegarde des droits fondamentaux par le pouvoir judiciaire;
- la protection du justiciable contre tout abus ou toute déviation du juge;
- la reconnaissance du droit à la défense qui est garanti en matière pénale.

Ces principes sont mis en œuvre dans le cadre des dispositions prévues par le Code de procédure civile et le Code de procédure pénale.

### **4. La prohibition des atteintes à l'intégrité physique et de la détention arbitraire**

La Constitution consacre expressément le principe de la protection de l'intégrité physique. A ce titre, elle a retenu deux dispositions (articles 34 et 35) qui en garantissent le respect. De même, le Code pénal prévoit la répression des actes de tortures infligés par des agents chargés de l'application des lois par les articles 263 bis, 263 ter et 263 quater.

A titre préventif, de nouvelles règles ont été introduites au niveau du Code de procédure pénale (CPP), notamment, lors de l'enquête préliminaire qui est conduite par les officiers de la police judiciaire, en prévoyant des mécanismes pour assurer un traitement humain aux mis en cause gardés à vue et pour garantir le respect de leur intégrité physique. En tout état de cause, l'examen médical est obligatoire à l'expiration du délai de la garde à vue (art.51 bis 1, alinéa 2 et 52, alinéa 6 du CPP).

Il existe au niveau de chaque établissement pénitentiaire un registre d'écrou portant l'identité du prévenu ou détenu, son matricule, la date de son incarcération. Ce registre qui est tenu par un greffier est signé et paraphé par l'autorité judiciaire.

Toute infraction ou manquement quant à la tenue des registres expose le chef de l'établissement à des poursuites et tout fonctionnaire qui détient un citoyen sans mandat de l'autorité judiciaire ou sans en informer celle-ci s'expose aux sanctions prévues par le Code pénal.

En application d'un protocole d'accord signé avec le Ministère de la Justice, le Comité international de la Croix Rouge (CICR) a visité depuis 1999, soixante seize (76) établissements pénitentiaires et s'est entretenu, sans témoin, avec plus de 66 000 détenus. Il peut également effectuer, depuis 2003, des visites inopinées aux lieux de garde à vue des commissariats de police et des brigades de gendarmerie sur l'ensemble du territoire national.

Le monde pénitentiaire reste ouvert au regard extérieur de la société civile puisque l'on mentionnera les visites régulières de la Commission Nationale Consultative pour la Promotion et la Protection des droits de l'homme, de nombreuses organisations non gouvernementales algériennes et étrangères, des ambassadeurs accrédités en Algérie, des experts du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'Unicef, de l'administration pénitentiaire française, italienne et d'autres nationalités.

Par ailleurs, le Ministère de la Justice a délivré, au seul titre de l'année 2007, cinquante six (56) autorisations à la presse. Ceci atteste, en conséquence, de l'inexistence de centres de détention au secret.

## **5. L'humanisation des conditions de détention**

Tenant compte de l'évolution du droit international des droits de l'homme et en application des recommandations de la Commission nationale de la réforme de la justice, la nouvelle loi portant Code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus du 6 février 2005, a mis l'accent sur le traitement des détenus et l'humanisation des conditions de détention.

Dans ce cadre, le Ministère de la Justice a initié un certain nombre d'actions tendant au à :

- développement des capacités d'accueil pour résorber le déficit existant avec la réalisation de quatre vingt et un (81) nouveaux établissements pénitentiaires durant la période 2005 - 2009 en vue de rendre les centres pénitentiaires conformes aux standards internationaux et décongestionner les lieux surpeuplés;
- la prise en charge médicale suffisante avec la dotation des établissements en médecins, assistantes sociales, psychologues, chirurgiens dentistes;
- la consolidation des relations sociales des détenus avec l'extérieur;
- l'amélioration des programmes de rééducation et de réinsertion au profit des détenus (alphabétisation, enseignement, formation professionnelle);
- la dotation des établissements pénitentiaires en équipements sportifs et de divertissement.

Les détenus ont le droit de présenter des requêtes et des plaintes qui doivent faire l'objet de suites de la part du directeur de l'établissement et du juge de l'application des peines. Les femmes enceintes et allaitantes bénéficient d'un régime d'incarcération plus favorable au plan de leur alimentation, de leur santé et de la prise en charge du nouveau-né.

Enfin, dans le cadre de la modernisation du secteur pénitentiaire, un système informatique de gestion des dossiers des détenus au niveau des établissements pénitentiaires a été réalisé.

## **6. Peine de mort**

L'Algérie observe, depuis Septembre 1993, un moratoire sur l'exécution de la peine de mort. La peine de mort ne s'applique pas au mineur de moins de 18 ans, à la femme enceinte ou la mère d'un enfant de moins de vingt quatre mois (24). Les modifications apportées au Code pénal depuis 2000, ont permis d'abroger la peine de mort pour de nombreuses infractions (drogue, blanchiment d'agent, contrefaçon, gestion économique..).

L'Algérie a voté en faveur du projet de résolution relatif au moratoire sur la peine de mort qui a été soumis par l'Union Européenne au vote lors de la 62<sup>ème</sup> session de l'assemblée générale des Nations Unies.

## **7. L'affirmation des droits identitaires**

En vue de refléter la dimension amazighe mentionnée dans le préambule de la loi fondamentale, le Parlement réuni le 10 Avril 2002 a procédé à l'amendement de l'article 3 de la Constitution qui dispose désormais en son article 3 bis que «le Tamazight est également langue nationale.

L'Etat œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national ».

Outre sa prise en charge d'une composante de l'identité algérienne, ce nouvel acquis démocratique met en exergue la pluralité de la société algérienne et souligne la diversité de sa culture, que l'Etat entend promouvoir à la faveur de la mise en place d'une instance consultative, le Haut Conseil à l'amazighité.

### **8. Liberté de religion et de conviction :**

La Constitution énonce, en son article 36, que la liberté de conviction est inviolable. Les fêtes religieuses qu'elles soient musulmanes, chrétiennes ou juives sont célébrées en Algérie. Retransmises à la radio, elles donnent lieu en cette occasion, à un repos légal en vertu de la loi 63 – 278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée (jour chômé et payé).

L'exercice de la religion musulmane ainsi que celui des autres cultes est réglementé en Algérie. Les associations religieuses doivent se déclarer aux autorités en vue d'être reconnues et pour pouvoir exercer dans la transparence. Sans discrimination, elles bénéficient d'un apport financier de la part de l'Etat qui, entre autres, procède à l'entretien des lieux de cultes et à leur restauration.

La pénalisation des activités dans la sphère religieuse concerne les personnes qui, sans avoir la qualité, ni l'habilitation, ni les autorisations requises cherchent le plus souvent, par la contrainte ou le chantage, à amener des citoyens à renoncer à leur religion. Cette disposition s'applique à tous les cultes, y compris, la religion majoritaire en Algérie : l'Islam.

### **9. Le droit à l'éducation**

Le droit à l'éducation est consacré par les textes fondamentaux de la République qui en garantissent l'accès et **la gratuité à tous les enfants**. La constitution, au titre de son article 53, stipule en effet que « Le droit à l'enseignement est garanti. L'enseignement est gratuit dans les conditions fixées par la loi ».

Par ailleurs, le projet de loi d'orientation sur l'éducation souligne l'obligation scolaire pour toutes les filles et tous les garçons âgés de 6 ans à 16 ans révolus, avec une possibilité de prolongation de deux années en faveur des enfants handicapés. Le manquement à cette obligation, par les parents ou les tuteurs légaux, les expose à une amende.

Depuis son accession à l'indépendance l'Algérie a consacré une part importante de ses moyens au développement du secteur de l'éducation nationale.

Après plus de quarante ans d'efforts, l'Algérie a, non seulement, rattrapé ses retards historiques en matière de scolarisation, mais a, également, pu faire face à la forte demande d'éducation qui s'est exprimée depuis l'indépendance.

En effet, les effectifs globaux des élèves ont été multipliés par 10 depuis 1962 pour atteindre aujourd'hui 7.5 millions d'élèves (à la faveur d'un programme d'infrastructure et le recrutement d'un personnel dans toutes les disciplines, ce qui a permis, aujourd'hui, la scolarisation de près de 97% alors que ce taux n'était que de 43,5% en 1965, rapprochant l'Algérie des objectifs du millénaire pour le développement.

L'effort a également concerné le soutien scolaire qui passe par la mise à disposition de millions de manuels scolaires, l'ouverture de cantines dont les crédits ont été multiplié par 12 depuis 1999, de demi-pensions et d'internats dont le nombre a doublé pour la même période, le transport scolaire qui couvre plus de 1000 communes sur les 1561 que compte le pays, les

services de santé en voie de généralisation, ainsi que l'allocation de bourses scolaires de rentrée, au profit des plus démunis; soit 3 millions d'enfants.

## **10. Le droit à la santé**

Le droit à la santé est un droit constitutionnel consacré dans l'article 54 de la Constitution qui stipule que « l'Etat assure la prévention et la lutte contre les maladies épidémiques et endémiques ».

A cet effet, le système de santé mis en œuvre depuis l'indépendance n'a cessé de se développer en matière d'évolution des indicateurs sanitaires, des ressources humaines, matérielles et infrastructurelles, à l'effet de protéger et de promouvoir la santé des citoyens.

Cette évolution est illustrée au plan du financement par des allocations budgétaires passant de 59.047.650.000 DA en 1999 à 224.244.771.000 DA en 2008. De même que le pays ne disposant que de 432 médecins (dont 50% d'Algériens) et de 811 paramédicaux en 1962 a vu son effectif s'accroître très fortement pour atteindre le nombre de 62.403 praticiens dont 48% privés et 99.354 paramédicaux dont 1,8% privés, à la faveur de 9682 établissements publics de santé et 23.567 infrastructures privées.

Quant aux indicateurs sanitaires caractérisés par une mortalité maternelle et infantile élevée, une espérance de vie faible et une ampleur significative des maladies infectieuses au lendemain de l'indépendance, ont amené les pouvoirs publics à lancer des programmes nationaux de santé visant notamment à réduire les disparités en matière de couverture sanitaire et à lutter contre la mortalité et la morbidité causées par les maladies transmissibles prévalentes et la malnutrition.

A ce titre, la mortalité maternelle est passée d'un taux de 500 pour 100.000 naissances vivantes en 1962 à près de 88,9 en 2007 et la mortalité infantile de 171 pour 1000 naissances vivantes à près de 24,1 et ce, durant la période considérée.

L'institution de la vaccination obligatoire à tous les enfants et le renforcement du taux de couverture vaccinale au – delà de 95%, a induit une baisse effective en matière d'indicateurs épidémiologiques.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que la gratuité des soins, la réforme de l'enseignement médical et l'organisation du système de santé autour des secteurs sanitaires ont constitué les fondements de la politique de santé mise en place dans la décennie 70, caractérisée également par le développement de l'infrastructure sanitaire.

Enfin, le lancement en 1983 du programme national de maîtrise de la croissance démographique (PNMCD) par l'espacement des naissances est venu marqué l'avènement d'une politique volontariste visant à assurer un équilibre entre croissance démographique et croissance économique, consolidée au plan législatif par la loi 85-05 du 16 février 1985, complétée et modifiée, relative à la protection et à la promotion de la santé et concourant au bien être physique et moral de l'Homme et à son épanouissement au sein de la société.

## **11. Le droit au travail, à la négociation collective, à la liberté syndicale et à la protection sociale**

Après avoir fondé sa démarche durant près de trois décennies sur la propriété collective de l'Etat, le plein emploi, une propriété privée contrôlée, un syndicat unique des travailleurs et la non reconnaissance du droit de grève, l'Algérie a rompu, à partir du début des années quatre vingt dix, avec ce système et consacré la propriété privée, le pluralisme syndical et le droit de grève

réglementé ainsi qu'un dispositif de lois sociales. Ces dernières s'inspirent des conventions internationales de l'OIT, dont l'Algérie a ratifié cinquante (50) sur les cinquante quatre (54) en vigueur.

La **législation en matière de travail** institue un âge légal et consacre le droit à la protection en particulier de la femme et de l'enfant en ce qui concerne les travaux dangereux ou pénibles.

La **négociation collective** est un droit fondamental des travailleurs tel qu'il ressort de l'article 5 de la loi 90 -11 du 21 Avril 1990 relative aux relations de travail. Elle a permis la conclusion de nombreuses conventions à tous les niveaux. C'est dans ce cadre et dans un esprit de dialogue, qu'a été signé en Novembre 2006, un pacte national économique et social, entre le patronat, les syndicats et le gouvernement.

Le **droit de grève** est, quant à lui, consacré par l'article 57 de la constitution et son exercice est codifié par la loi. La **liberté syndicale**, garantie par l'article 56 de la constitution, est précisée par la loi 90-14 du 2 juin 1990.

**En matière de sécurité sociale**, les assurances sont régies par la loi n° 83-11 du 02 juillet 1983 qui s'applique à tous les travailleurs salariés ou non salariés quel que soit leur secteur d'activité ainsi que certaines catégories dites particulières qui bénéficient de certaines prestations comme les étudiants, les handicapés, les apprentis et les bénéficiaires du filet social. Le régime de sécurité couvre plus de sept (07) millions d'assurés sociaux et ayants droit sur quatre (4) risques à savoir : la maladie – la maternité – l'invalidité et le décès, assurant ainsi 80% de la population.

La **retraite** qui est un régime national est codifiée par la loi n° 83-12 du 02 juillet 1983. Ce régime garantit une pension au travailleur pour son propre compte ou des pensions de reversion. L'âge légal de retraite est fixé à 60 ans pour l'homme et à 55 ans pour la femme, à sa demande.

## **12. Les droits de la femme, de l'enfant et de la famille**

Déterminé à poursuivre et à consolider les droits de la femme en vertu du principe constitutionnel de non discrimination, l'Etat oeuvre à transcender les difficultés et les obstacles qui entravent l'émancipation de la femme.

Ainsi, la révision en Février 2005, du code de la famille avait pour objectif la protection de la famille dans son ensemble, en rééquilibrant les droits et les devoirs des deux conjoints. Le code de la nationalité amendé également en Février 2005, consacre désormais l'égalité entre la mère et le père en ce qui concerne la transmission de la nationalité aux enfants. De même que désormais, la femme peut transmettre sa nationalité à son époux.

La législation algérienne et les textes réglementaires ne restreignent ni ne limitent l'effectivité des droits de la femme algérienne. On mentionnera entre autres, à ce sujet, que la femme algérienne :

- peut se porter candidate à tous les mandats électifs et accède à l'ensemble des charges publiques;
- est électrice, peut fonder un parti politique, une association et en assurer la direction ou la représentation;
- accède à l'emploi et bénéficie des garanties d'évolution de carrière et de promotion ;
- exprime ses opinions librement par tout moyen et peut tenir des réunions et des manifestations;

- accède aux tribunaux et à toute autre juridiction ;
- élit domicile et circule librement à l'intérieur du pays et vers l'étranger;
- jouit de l'ensemble des prestations sociales prévues par la législation;
- bénéficie du même salaire, du repos légal et de la retraite ;
- accède à l'éducation aux niveaux primaire, moyen, secondaire et supérieur;
- bénéficie des cycles de formation professionnelle dans toutes les branches y compris dans celles réputées masculines;
- accède aux soins de santé qu'elles soient préventives ou curatives;
- passe des contrats de toutes natures;
- bénéficie du crédit ou de toutes autres formules d'avances similaires prévues par la législation.

Au titre des mécanismes institutionnels, on signalera la création en 2002, du poste de Ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine, d'un Conseil National de la Famille et de la Femme en 2006 et l'encouragement continu du mouvement associatif.

Après une série d'enquêtes, le gouvernement a adopté, en Octobre 2007, avec le concours des institutions spécialisées du système des Nations Unies, une stratégie nationale pour lutter contre le phénomène de la violence contre les femmes.

L'Algérie, qui a ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, ses deux protocoles facultatifs et la Charte africaine sur le bien être de l'enfant, a adopté, en 1992, un plan national d'action pour la survie, la protection et le développement de l'enfant. Il est relayé par un second plan qui couvre quatre thèmes intégrant les objectifs et les principes consignés dans le document de la session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies « un monde digne des enfants » de 2002 à savoir : une vie plus saine pour les enfants, une éducation de qualité pour tous les enfants, la protection des enfants et les Droits des enfants.

L'on relèvera à ce titre, la mise en place d'une Commission Nationale chargée de l'Enfance instituée en juillet 2004 et un projet de loi cadre sur la protection de l'enfance qui prévoit un organisme national chargé du suivi des droits des enfants habilité à recevoir, examiner et traiter les plaintes des enfants.

### **13. Le droit à la solidarité**

Après une orientation économique et sociale de type socialiste qui a duré près de trois décennies, l'Algérie, a, à la fin des années quatre vingt changé de cap pour mettre un terme au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, libérer les prix et ouvrir son économie.

Ce changement s'est déroulé dans un contexte particulier marqué par l'effondrement du marché des hydrocarbures, la forte chute des rentrées en devises, la difficulté d'accès au marché financier international et l'impératif d'honorer les échéances de remboursement de la dette extérieure. A ces contraintes structurelles, s'est ajoutée l'irruption de la criminalité terroriste avec son lot de victimes, de destruction et de souffrance qui a frappé de manière indiscriminée tous les segments de la société.

Durant cette période, trois programmes de stabilisation ont été mis en œuvre, conclus par le rééchelonnement de la dette extérieure en 1994. L'une des conséquences aura été la compression

significative des emplois avec ce que cela suppose comme impact négatif sur la classe moyenne, la détérioration des conditions de vie des ménages et l'apparition du phénomène de la **pauvreté**.

Pour réduire et minimiser le coût social de l'ajustement structurel, des mesures de protection des catégories vulnérables ont été prises consistant en la création d'un Fonds Spécial de la Solidarité Nationale en 1993, la mise en place de la Caisse Nationale de l'Assurance Chômage (CNAC) et la mise en œuvre du dispositif de filet social en 1994 destinés à aider les personnes sans revenus et de programmes de promotion de l'emploi.

L'incidence de la **pauvreté** qui avait augmenté de manière spectaculaire entre 1988 – 1995 a diminué de manière significative au cours de la période 2000 – 2005. Le taux est, en effet passé de 12,1% en 1999 à 5,7% en 2007.

Les résultats obtenus, depuis 1999, en matière de croissance, de réduction de la pauvreté, d'élévation du niveau de vie sont, après un diagnostic rigoureux, le fruit de la mise en œuvre d'un programme de soutien à la relance économique pour la période 2001 – 2004 qui a mobilisé 7 milliards US\$ et qui a été complété par un second programme complémentaire de soutien à la croissance économique toutes composantes confondues, d'une valeur de plus de 144 milliards US\$.

Les dispositifs combinés d'emploi ont permis la création de centaines de milliers d'opportunités de travail aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Ce dernier a bénéficié d'un plan de développement agricole qui a permis aux personnes résidentes dans ces espaces d'accéder à différentes prestations sociales (transport, logement, aide directe, santé, scolarité, sécurité sociale, ...).

Il y a lieu de souligner que le gouvernement a continué à faire bénéficier les familles à faible revenu du soutien direct et total en leur attribuant des logements sociaux locatifs et en mettant en place, à leur profit, un dispositif d'aide pour celles qui cherchent à accéder à la propriété en milieu rural et/ou urbain.

S'agissant de l'effort de solidarité nationale, l'Etat a développé une politique pour soutenir directement les revenus des personnes et des familles démunies. Elle se fonde sur :

**A / le filet social** constitué de deux indemnités versées sur le budget de l'État:

- l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) octroyée aux personnes âgées et aux handicapés inaptes au travail, chefs de famille ou personnes vivant isolées. Les dépenses pour cette allocation dont ont bénéficié 7.141.707 personnes se sont élevées, pour la période 1999 - 2006 à 76.386.938.080 DA, soit l'équivalent de 1 Milliard US\$.

- l'indemnité pour activité d'intérêt général (IAIG) servie aux personnes sans revenus et aux chefs de famille sans revenus en contrepartie de leur participation aux activités d'utilité publique organisées par les collectivités locales à raison de 8 heures par jour et de 22 jours par mois.

Les crédits mobilisés pour cette activité se sont élevés durant la période 1999 – 2006 à 51,4 milliards de dinars soit l'équivalent de 676.315.789,6 US\$. 38,8 % des bénéficiaires de cette prestation sont des femmes.

**B/ l'aide sociale** qui profite aux femmes et aux filles est également destinée aux enfants assistés ainsi qu'aux personnes handicapées et personnes âgées. Les crédits accordés aux 856 175 handicapés pour la période 1999 – 2006 s'élèvent à 33.765.314.544 DA dont 3.184.349.472 DA pour la sécurité sociale.

Les prestations sociales de l'Etat tous secteurs confondus lors du premier programme de soutien à la relance économique (1999 – 2006) sont estimées à 34.762.837.544 DA, soit l'équivalent de 45.740.000 US \$, dont la finalité est la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le chômage, l'équilibre régional et la revitalisation des espaces.

### **III Contraintes, et défis**

#### **3.1 : Le terrorisme un obstacle majeur à la mise en oeuvre des droits de l'homme :**

C'est au moment où l'Algérie a entamé sa transition systémique, favorisé l'expression pluraliste et la libre entreprise que la criminalité terroriste s'est violemment manifestée dans le pays.

La volonté d'ouverture de l'Etat algérien, qui s'est exprimée en 1989 par son adhésion aux principaux Pactes des droits de l'homme et, par la suite, aux différents traités, s'est heurtée à ce phénomène inconnu de la société algérienne. Alors qu'il était de la première urgence de mener, à bien, la réforme institutionnelle, politique et économique et de faire le plaidoyer auprès des citoyens de la gouvernance démocratique, l'Etat s'est trouvé interpellé par une mission constitutionnelle de premier ordre : celle de garantir la sécurité des personnes et des biens face à la barbarie des groupes armés en tenant compte, également, du respect des libertés et du droit.

Cette tâche n'a pas été aisée et le contexte sécuritaire très difficile de l'époque, a retardé l'oeuvre pédagogique en direction du grand public et de mise en oeuvre accélérée des droits de l'homme.

Les dégâts occasionnés par le terrorisme durant presque une décennie sont incalculables. Les pertes en vies humaines, les destructions d'écoles, d'usines, de centres de soins, d'infrastructures, les emplois perdus sont autant de violations des droits de l'homme. A ces dernières, viennent malheureusement s'ajouter les blessures causées à la société qui continue de souffrir des séquelles de cette entreprise criminelle, à nulle autre pareille dans l'histoire contemporaine de l'humanité.

#### **3.2 Les contraintes en matière d'éducation, de santé et d'emploi:**

En dépit de tous les efforts entrepris, le modèle de développement s'est trouvé, en raison d'une forte dépendance d'une source unique de financement, confronté à une série de problèmes liés à l'effondrement, en 1986, des cours des hydrocarbures.

Il s'est agi, dès lors, de repenser son organisation, son financement ainsi que sa gestion en tenant compte des mutations que l'Algérie a connues et de la dynamique internationale.

A ce titre, les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi illustrent la difficulté de concilier le volontarisme du passé et les impératifs de rationalité et de performance qu'exige une gestion saine et performante de l'économie.

##### ***- au niveau du droit à l'éducation :***

Si, en termes d'indicateurs, l'Algérie peut se prévaloir d'importants progrès réalisés notamment en ce qui concerne l'égalité d'accès à l'enseignement et la scolarisation des filles qui répondent aussi bien aux objectifs du millénaire pour le développement qu'à ceux de l'éducation pour tous (EPT), il n'en demeure pas moins qu'une analyse plus fine de ces indicateurs montre l'existence et la persistance de nombre de difficultés se rapportant particulièrement à la déperdition scolaire.

Ainsi, si l'on se réfère à la période allant de 2000/2001 à 2005/2006, les abandons scolaires passent de 1,78 à 2,33% pour le cycle primaire et de 10,83 % à 8,77 % pour le cycle moyen. Pour l'ensemble du cycle fondamental, qui constitue la phase obligatoire de scolarité en Algérie,

soit la période de 06 à 16 ans, les abandons passent de 4,49 % en 2000/2001 à 4,56% en 2005/2006.

Des mesures d'accompagnement et d'aide à la scolarité qui visent, entre autres objectifs, le maintien des enfants, notamment des filles des milieux défavorisés, le plus longtemps possible à l'école et qui constituent un des moyens de lutte contre la déperdition scolaire, ont également été prises.

La récente restructuration de l'enseignement secondaire offre, par ailleurs, plus de possibilités de maintien des élèves dans le système avec l'ouverture sur la voie professionnelle et les passerelles qui existent désormais entre les différents segments du système éducatif (notamment l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels) qui sont autant de chances, pour les élèves de rester le plus longtemps possible dans le système et d'en sortir avec une qualification qui faciliterait leur insertion dans le monde du travail.

#### **- au niveau du droit à la santé :**

Malgré sa réorganisation dans le courant de la décennie quatre vingt dix, il a été constaté que l'ouverture des activités au secteur privé, la libération des activités de production et d'importation des produits pharmaceutiques, la création des structures de soutien, des institutions de contrôle et de surveillance des médicaments, du sang, ainsi que la perspective de répondre à l'inadéquation de l'offre et de la demande de soins, de prendre en charge les insuffisances de management et d'optimisation des capacités, n'ont pas induit les effets escomptés en matière de qualité des prestations de santé, d'accès aux médicaments, de réduction des disparités, de rationalisation de la gestion hospitalière, d'humanisation, .....

Par ailleurs, le phénomène de transition démographique et épidémiologique exacerbé par les données économiques (baisse du pouvoir d'achat, industrialisation, urbanisation accélérée) et sociétales (violence) a donné naissance à un paysage sanitaire où se chevauchent les maladies liées à la pauvreté et au manque d'hygiène et celles liées au développement.

Ainsi, l'accroissement des besoins et des priorités en santé de la population algérienne, aujourd'hui plus avisée et plus exigeante en matière d'offre de soins, associé à toutes les insuffisances constatées, ont amené l'Algérie à repenser son système de santé aux fins d'une réalisation des objectifs du millénaire en 2011 et de la réduction de la totalité des disparités à l'échéance 2015.

La nouvelle carte sanitaire promulguée le 19 mai 2007 et mise en œuvre, porte en l'occurrence sur la hiérarchisation des soins et se caractérise par la séparation, avec gestion autonome, des établissements publics de santé destinés aux soins primaires (salles de soins – polycliniques) et des établissements hospitaliers ainsi que par la formation continue de leur personnel d'encadrement. Elle a pour corollaire, des résultats encourageants dont un plus grand rapprochement des structures de prévention et soins de base de la population, une meilleure couverture, en structures hospitalières, de l'intérieur et du Sud du pays, une rationalisation de l'implantation des nouvelles structures spécialisées et un meilleur encadrement en praticiens généralistes, spécialistes et paramédicaux.

#### **-- au niveau de l'emploi**

Le désengagement de l'Etat de la sphère économique et la libéralisation des activités commerciales ont donné lieu comme cela s'est manifesté partout ailleurs, à l'apparition de phénomènes marginaux qui ont un impact négatif sur la politique économique et sociale du pays. On signalera à ce sujet, le travail illégal et le travail au noir avec le recrutement de travailleurs

sans déclaration à la sécurité sociale, ou le recours aux sous déclarations, sous rémunération des employés (moins SNMG) ainsi que le recrutement des travailleurs mineurs et des étrangers qui ne remplissent pas les conditions légales de séjour et de travail.

Par ailleurs, le marché de l'emploi informel qui ne crée pas de richesses bien qu'il contribue à donner des revenus à certaines tranches de la population (1 million de personnes selon ONS), reste en raison de son importance une préoccupation majeure pour le gouvernement.

Non structuré, non déclaré, le travail informel qui touche une partie de la jeunesse constitue un défi politique, économique et social. Les pouvoirs publics, à travers les divers dispositifs d'emploi mis en place ces dernières années, cherchent à intégrer cette catégorie de la population dans les différents dispositifs mis en place en matière d'emploi, en vue de la soustraire à l'idéologie des groupes terroristes et lui donner les chances de se prendre en charge socialement et de construire son autonomie.

C'est dans ce cadre qu'a été initiée la loi n° 04 -19 du 25 décembre 2004, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, qui a reconnu le droit aux organismes d'emploi privés d'effectuer des placements et de contribuer positivement au bon fonctionnement du marché de l'emploi. Cette nouvelle approche s'inscrit en conformité avec la convention 181 de l'OIT sur les agences d'emploi privées, ratifiée le 7 juin 2005 par l'Algérie.

### **3.3 La faiblesse des capacités et du plaidoyer pour les droits de l'homme :**

Alors que la Constitution et les lois organiques soulignent l'impératif d'intégrer la dimension des droits de l'homme dans les activités quotidiennes des différents intervenants et en particulier la communauté des organisations non gouvernementales, la faiblesse des capacités de ces dernières offre une réalité en décalage avec les aspirations des militants, et sur un plan général, des citoyens.

En effet, à l'exception de certaines organisations qui sont réellement engagées sur la question des droits de l'homme, la grande majorité d'entre elles ne se signale que sporadiquement ou à la veille de célébration d'événements, ce qui entache leur crédibilité aux yeux des citoyens et réduit la portée de leurs performances en matière de plaidoyer.

Les pouvoirs publics qui accompagnent la promotion et le développement du mouvement associatif en mettant à sa disposition des locaux, des subventions et en facilitant ses manifestations à la faveur de procédures simplifiées d'agrément ne peuvent ni se substituer à lui, ni s'appropriier les espaces qui lui reviennent légitimement, dans le champ social.

Si la formation des travailleurs sociaux est devenue, depuis plus d'une décennie, une exigence incontournable, il reste qu'elle demeure à consolider et à renforcer dans la sphère des droits de l'homme.

Par ailleurs, la médiation entre administration et citoyens reste très faible. Ces derniers, en l'absence de structures d'orientation pour leur expliquer les procédures et leur indiquer les voies à emprunter en vue de faire aboutir leurs requêtes le plus souvent nées d'un déni de droit, sont désorientés et cherchent à identifier un interlocuteur susceptible de répondre à leurs interrogations et faire aboutir leurs droits.

## **IV Perspectives**

### **4.1 Le parachèvement du processus de la paix et de la réconciliation nationale :**

S'inscrivant dans le sillage de la politique de Concorde Civile initiée en 1999, la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, approuvée par référendum en Septembre 2005, se propose de régler de manière définitive la grave crise qu'a connue l'Algérie et de prévenir sa récurrence.

L'adhésion massive des citoyennes et des citoyens algériens au projet de Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale (Ordonnance n°06-01 du 28 février 2006) est une réponse démocratique pour mettre un terme à une situation qui n'a pas été sans conséquences sur l'ensemble de la société. Elle s'est concrétisée, pour les victimes de la tragédie nationale, par la promulgation de décrets présidentiels prenant en charge leurs situations spécifiques.

On citera le décret présidentiel n°06-93 du 28 février 2006 relatif à l'indemnisation des victimes de la tragédie nationale, le décret présidentiel 06 – 94 du 28 février 2006 relatif à l'aide de l'Etat aux familles démunies par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme, le décret 06 – 95 du 28 Février 2006 relatif à la déclaration prévue à l'article 13 de l'ordonnance portant mise en oeuvre de la Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale et le décret 06 – 124 du 27 Mars 2006 fixant les modalités de réintégration ou d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale.

Pour donner effet aux textes d'application de la Charte pour la Paix et la Réconciliation Nationale, un dispositif national a été mis en place en vue de l'accueil des citoyens, de leur information et de leur orientation ainsi que le traitement et le suivi de leurs requêtes.

Outre la prise en charge psychologique, l'aide à l'accès au logement, la réintégration des travailleurs licenciés et le rachat de leurs cotisations sociales, l'Etat a, au titre des indemnisations, mobilisé une enveloppe de 15.681.600.000 DA (soit 201 millions de \$ US).

On mentionnera aussi que 16.648 demandes d'indemnisation ont été enregistrées au niveau des commissions de wilaya permettant l'apurement définitif de 6749 dossiers et l'allocation d'une indemnisation de 4.248.105.299,79 DA.

Enfin l'examen des dossiers des personnes licenciées, du rachat des cotisations et de contributions versées à la Sécurité Sociale est de l'ordre de 1.599.697.200,37 DA au 26 mars 2007.

#### **4.2 La poursuite de la réforme législative**

La réforme législative que le gouvernement a engagée depuis 1999 continuera à se matérialiser avec la mise à jour des différents codes en relation avec les libertés démocratiques.

A ce titre, le Ministère de la Justice qui a entrepris depuis 2003 une profonde réforme entend l'approfondir à la faveur des actions tendant à la mise à niveau de la législation, la valorisation des ressources humaines, la réforme pénitentiaire et la modernisation de la justice.

Le Code pénal et le Code de procédure pénale qui ont subi plusieurs modifications ces dernières années, continueront de faire l'objet d'une attention de premier ordre afin de les rendre compatibles avec les mutations que connaît l'Algérie et plus conformes aux traités internationaux ratifiés.

Le gouvernement se propose également de revoir les textes en vigueur qui ont une incidence sur la jouissance des droits de l'homme à la faveur de l'expérience accumulée et des constats de faiblesse relevés.

Ces aménagements et autres innovations se feront après la concertation préalable des acteurs et intervenants dans les sphères concernées. On mentionnera, entre autres, la Loi sur les associations, le Code du travail avec un renforcement de la protection des femmes et des enfants. De même que des aménagements sont prévus en ce qui concerne la Statut de l'avocat, le Statut du journaliste, la Loi relative à l'information et la codification d'une nouvelle législation se rapportant à la mise en place d'instances de déontologie et d'éthique, sur la protection des consommateurs et des usagers, sur l'enfance, et sur l'action sociale et la recherche en paternité.

#### **4.3 Le renforcement des capacités en matière d'administration de la justice**

Avec une connaissance de plus en plus grande de leurs droits, les justiciables recourent à la justice pour les faire respecter. Cette tendance a inmanquablement donné lieu à un accroissement du nombre d'affaires portées devant les juridictions nécessitant, d'une part, une adaptation des infrastructures et, d'autre part, la formation des personnels et leur spécialisation.

Sur ce point, le Ministère de la Justice a arrêté un échéancier de réalisation d'un tribunal par Daïra et d'une Cour par Wilaya. Il est également prévu, à l'horizon 2009, l'augmentation de moitié du nombre de magistrats actuellement en exercice qui est de l'ordre de 3.337.

A cette action en profondeur s'est ajoutée, la nécessité d'adapter le cadre juridique régissant l'exercice des professions d'auxiliaires de justice en particulier celle de l'avocat pour lequel, un texte relatif à l'exercice de la profession est en cours d'élaboration.

Enfin en matière pénitentiaire, il est prévu dans le cadre du désengorgement de la population carcérale et de la fermeture de certains sites de détention inadaptés, la réalisation de 81 établissements pénitentiaires.

#### **4.4 Consolidation de l'approche genre et la lutte contre la violence faite aux femmes**

L'analyse des capacités institutionnelles en matière de genre et de promotion de la femme a révélé nombre de difficultés à prendre en compte pour mieux intégrer la dimension genre dans les activités des institutions nationales.

Afin de remédier à cette situation, le gouvernement s'emploie à poursuivre la révision de la législation, à améliorer les outils de connaissance, de promotion et de suivi du milieu familial et des questions qui intéressent la femme, à travers des banques de données fournissant des statistiques ventilées par sexe et à renforcer la promotion de la femme et sa contribution à la prise de décision et son accès aux postes de responsabilité dans les différents secteurs étatiques tant au niveau central que local.

La question de la violence faite aux femmes, qu'elle soit domestique ou en dehors de la famille, mobilise, de son côté, les pouvoirs publics qui, outre la mise en place d'un Conseil dédié à la famille et à la femme, s'emploient, d'une part, à faire oeuvre de pédagogie depuis l'école mais aussi à l'endroit des différents segments de la société en pénalisant par exemple le harcèlement sexuel et en mettant, d'autre part, des structures d'écoute au niveau des services publics (commissariat, centres de soins..) pour accompagner les victimes que la révision législative, en cours, protègera à l'avenir, contre les maltraitements et autres formes de violences.

#### **4.5 La réduction du chômage et l'encouragement à la création d'emploi**

Depuis 1999, une série de mesures a été engagée permettant une sensible amélioration de la situation de l'emploi et se traduisant par la baisse du taux de chômage qui est passé de 29,3% en 1999 à 12,3% en 2006 et à 11,8 en 2007.

Cette amélioration de la situation de l'emploi est due en grande partie à l'injection de fonds publics importants à travers le programme de soutien à la relance économique qui a favorisé l'achèvement de projets en souffrance et le lancement d'importants chantiers au niveau des secteurs des travaux publics, de l'hydraulique et du bâtiment, grands pourvoyeurs d'emplois.

Pour améliorer la situation de l'emploi, des mesures ont été prises par l'Etat depuis 2004 et portant sur l'adaptation et le redéploiement des dispositifs d'emploi, la création d'un fonds de soutien à l'investissement pour l'emploi (FSIE), l'allègement fiscal pour les personnes éligibles à la formule de l'allocation chômage (CNAC), la bonification des taux d'intérêts en faveur des petites et moyennes entreprises et l'allègement des charges fiscales et sociales pour les entreprises créatrices d'emploi.

Cette démarche dynamique de soutien à la création d'emplois s'inscrit dans la mise en œuvre du programme quinquennal 2005-2009 qui prévoit la création de 2 millions d'emplois dont 1 million d'emplois permanents sur la même période.

En outre, la réduction des charges sociales permettra, d'une part, de favoriser l'affiliation des travailleurs à la sécurité sociale et de réduire en conséquence le poids du travail informel et, d'autre part, d'élargir la base cotisante et assurer de ce fait, la pérennité du système de sécurité sociale par une amélioration de ses ressources.

#### **4.6 L'amélioration du niveau de vie suffisant et le bien être social des citoyens**

Le gouvernement algérien s'est attelé à l'élévation continue du niveau de vie des citoyens. Cette finalité passe par la répartition équitable des bienfaits du développement, l'affectation la plus rationnelle possible des ressources devant permettre la prise en charge des besoins des citoyens et une solidarité de la nation en faveur des démunis. L'Algérie dispose d'un réseau d'infrastructures très dense. Les indicateurs de développement humain méritent d'être signalés : un taux d'électrification de 98%, un taux de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable (AP) de 92 % (2007), un taux de raccordement au réseau d'assainissement de 87% (2007) et un développement important du réseau de gaz naturel.

Dans ce cadre, le plan complémentaire de soutien à la croissance économique 2005 – 2009, se propose de réaliser entre autres :

- 1.200.000 logements;
- 500 lycées, 1000 collèges,
- 2000 cantines et demi pensions scolaires;
- 500.000 places pédagogiques universitaires 50.000 autres pour la formation professionnelle;
- 60 hôpitaux généraux, un hôpital pour les grands brûlés, 01 institut du cœur, 01 institut du rein et 01 institut du cancer, des structures de proximité et 17 centres d'urgence médico-chirurgicales sur les grands axes routiers,
- 10 barrages et 10.000 km de routes nouvelles ou rénovées;
- la dotation des 1.543 communes d'Algérie d'une bibliothèque, l'acquisition de 40 bibliobus, la réalisation de 14 annexes de la bibliothèque nationale et d'une maison de la culture par Wilaya.
- le raccordement de 1.200.000 foyers au réseau du gaz naturel et de 600.000 autres foyers ruraux au réseau électrique.

## **Conclusions**

En empruntant la voie de la paix et de la réconciliation nationale, aspiration citoyenne largement partagée, la nation algérienne a mis la paix civile et son corollaire, le développement économique et social, au centre de ses priorités.

Puisant l'énergie nécessaire dans son patrimoine et s'appuyant sur ses ressources propres, le peuple algérien compte poursuivre son chemin sur la voie de l'émancipation à laquelle il estime légitimement être en droit de prétendre.

En s'appropriant une nouvelle fois son destin, le peuple algérien reste attaché à sa liberté et à son choix souverain des voies consensuelles qui cimentent son unité, renforcent sa cohésion et confortent les institutions républicaines de l'Etat.

Il s'agit là d'autant d'acquis qui autorisent tous les espoirs pour une jeunesse aspirant en des lendemains meilleurs car s'appuyant sur la tolérance, le pardon et la solidarité dans une société émancipée.

\* \* \* \* \*